



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lyon le 30/05/202

Suppression des ZFE : et après ?

L'Assemblée nationale vient de voter une disposition qui remet en cause l'existence même des ZFE. Ce vote n'est pas définitif et la procédure législative va se poursuivre. Toutefois, il marque une volonté politique et un état d'esprit de remise en cause des contraintes liées à ces zones restrictives de la liberté de circulation.

Sans jamais avoir plaidé pour la suppression de la ZFE, nos trois groupes réunis, qui avaient soutenu le principe des ZFE à leur création, alertent depuis des années sur les dérives de leur mise en œuvre dans la Métropole de Lyon.

Pourquoi ?

Parce que la ZFE, dans sa version actuelle, est injuste, inefficace et mal conçue :

- Une ZFE imposée sans réelle concertation avec les habitants.
- Une ZFE fondée sur des limites administratives arbitraires, sans lien avec l'offre de transports en commun.
- Une ZFE qui pénalise les plus modestes, qui n'ont ni transports alternatifs crédibles ni les moyens de changer de véhicule.
- Un accompagnement dépourvu de soutien financier à la hauteur des enjeux.
- Une ZFE appliquée 24h/24 et 7j/7, sans souplesse ni contrepartie pour les professionnels ou les habitants.

Quelles solutions avons-nous proposées ?

Parce que nous croyons en l'objectif de santé publique, et que nous continuons à y croire malgré le vote de suppression, nous avons défendu une ZFE juste, humaine et adaptée, en proposant notamment :

- Des dérogations pour les soignants, les agents de sécurité, les artisans.
- Une suspension les week-ends et jours fériés, pour soutenir la vie locale, le commerce et les liens familiaux.
- Un assouplissement ciblé pour les professionnels et salariés mobiles.
- Une différenciation territoriale selon la desserte en transports collectifs.

Malheureusement, nous nous sommes toujours heurtés à une majorité dirigée par des élus écologistes guidés par un dogmatisme tel qu'ils refusent toute discussion ou assouplissement.

Ce refus d'adapter la ZFE a provoqué un rejet massif, jusqu'à entraîner aujourd'hui sa remise en cause au niveau national.

On ne peut pas en rester à cette situation. Il faudra tôt ou tard engager des efforts ambitieux pour améliorer la qualité de l'air. Mais cela ne peut se faire contre les habitants, ni au mépris de la justice sociale.

Notre priorité reste la santé des habitants, qui ne se monnaie pas. Et pour cela, il faudra prendre les dispositions nécessaires sur notre agglomération.

Mais nous refusons l'écologie des injonctions.

Nous croyons en une écologie de la responsabilité, du dialogue, de l'équité. Une politique qui réconcilie santé publique et solidarité, ambition écologique et respect du quotidien.

Il est temps de tourner la page de l'écologie brutale, et d'engager une transition juste, réaliste et durable pour tous.

Gilles GASCON
Président du groupe
LAMÉTRO
POSITIVE
Droite • Centre • Société Civile

Nicole SIBEUD
Présidente du groupe
INVENTER
LA MÉTROPOLE
DE DEMAIN

Marc GRIVEL
Président du groupe
 **Synergies**
ÉLUS & CITOYENS
POUR UNE DÉMOCRATIE DU QUOTIDIEN